



LUCHA  
Lutte pour le Changement



Front  
CITOYEN



COMMUNIQUÉ OFFICIEL DES 12 MOUVEMENTS CITOYENS DE LA PROVINCE DU SUD-KIVU :

## « INTERPELLATION CITOYENNE DES 32 ÉLUS DU SUD-KIVU PAR LES MOUVEMENTS CITOYENS FACE À LA CRISE ACTUELLE »

Il y a quinze mois que la ville de Bukavu, berceau de notre résistance collective évolue dans un contexte marqué par la présence de l'AFC/M23. Depuis lors, notre province s'enfoncé dans une précarité continue et insoutenable, le tissu économique est exsangue, le système bancaire est inopérant, les frontières avec nos voisins sont hermétiquement closes, les filières commerciales sont anéanties, et la détresse existentielle s'est muée en condition ordinaire.

Aucune interpellation publique et insistance du Gouvernement, pendant ce temps, les 32 élus de Bukavu et de huit territoires de la province, dépositaires d'un mandat issu du suffrage de ce peuple martyrisé, sont lâchement terrés dans des bureaux feutrés à Kinshasa dans une sorte de désertion civique et un mutisme abject et coupable face aux souffrances très parlantes du peuple Sud-Kivucien voué à son triste sort.

Aucune interpellation publique du Gouvernement sur la situation sécuritaire et humanitaire au Sud-Kivu n'a produit d'effet visible. Aucun plaidoyer international n'a été porté avec la vigueur qu'exige la gravité de la situation, rien que des scènes dignes des théâtres au sein de l'hémicycle national.

L'exaspération du peuple ayant atteint son paroxysme, ce communiqué n'est pas une requête courtoise mais une réprimande publique, une interpellation catégorique et un rappel à l'ordre à l'attention de tous ces députés érigés en simples figurants à l'Assemblée nationale alors même que le peuple se meurt, que le contrôle parlementaire se fait rare et que ces pseudo-représentants du peuple, par appât du gain, deviennent des applaudisseurs du régime et promettent loyauté et fidélité au Président de la République alors qu'ils sont légalement sommés de contrôler le gouvernement sur les questions d'urgences nationales à l'occurrence le retour de la paix. Un député qui promet loyauté et fidélité au Président plutôt que d'accomplir sa mission parlementaire, cesse d'être un Représentant du peuple à partir de l'instant où il transforme les souffrances du peuple en un tremplin vers la quête indigne de nouveaux intérêts politiques.

### Où passent-ils leurs vacances parlementaires ?

En choisissant l'indifférence et en se cachant derrière leurs bureaux à Kinshasa loin de la souffrance de leur peuple, ces députés font du mandat représentatif une rente de situation, un fief d'oisiveté dorée dans une complicité inquiétante. Et ces vacances parlementaires, sont-elles consacrées à la pérégrination diplomatique, aux colloques dispendieux, aux villégiatures ostentatoires, pendant que Bukavu et leurs fiefs électoraux respectifs suffoquent ?

Un élu qui s'abstient de descendre dans l'arène de la souffrance populaire cesse d'être un mandataire. Il devient un usurpateur des voix, un fossoyeur de légitimité. Chers députés, le peuple du Sud-Kivu ne vous a pas élus pour que vous muiez en figurants silencieux du drame national. Il vous a investis pour être ses messagers avisés, ses yeux et sa bouche afin de porter

haut sa voix. Mais comment qualifier ce silence cinglant quand nos frontières sont verrouillées, quand l'économie locale est intenable, quand les jeunes sont réduits à l'oisiveté forcée, quand les hôpitaux et les écoles manquent de tout et que la paix est une chimère ?

En droit politique, l'omission coupable équivaut à la complicité et en morale publique, celle du peuple, le mutisme face à l'injustice est une trahison. Vous portez donc la responsabilité historique de cette déchéance, car vous aviez le devoir de clamer, de dénoncer et de résister avec le peuple.

### **Du projet du changement de la constitution et de l'instrumentalisation cynique de la guerre.**

Aujourd'hui, Monsieur Felix Tshisekedi porte et assume un projet de changement de la constitution ou de révision constitutionnelle comme remède miracle à son incompétence et aux multiples problèmes du pays. Sous l'égide d'une rhétorique fallacieuse, on tente de transformer la tragédie du Kivu en prétexte pour proroger indéfiniment un pouvoir aux abois et en décrépitude. On invoque la guerre pour différer les délais constitutionnels qui prescrivent les élections générales en 2028 et tenter de légitimer un troisième mandat déguisé et anticonstitutionnel.

Or, il est indécent et subversif de vouloir amender ou changer la loi fondamentale alors que l'intégrité territoriale est violée, que l'autorité de l'État est ébranlée, et que des millions de citoyens sont errants sur leur propre terre, certains dans les camps de déplacés. La constitution n'est pas un instrument malléable au gré des ambitions hégémoniques, elle est le contrat social, le pacte fondateur, l'armature de la République, la colonne vertébrale de la société. Toute volonté de l'altérer dans ce contexte est un acte de lèse-nation et de haute trahison.

Pendant ce temps, les élus observent ce funambulisme institutionnel dans un mutisme qui frise l'acquiescement. Contrôlent-ils encore l'Exécutif, conformément à l'article 100 de la constitution ? Ou sont-ils devenus ses courtisans, ses obligés, ses otages ? L'appât du gain, les promesses de postes, les avantages occultes ont manifestement supplanté le serment prêté devant le peuple, un signe révélateur d'une allégeance inversée.

Dans un sens de responsabilité totale, les mouvements citoyens du Sud-Kivu, messagers du peuple et sentinelles de la démocratie, exigent aux députés nationaux de la province, ce qui suit :

- 1. Rompre le silence et prendre une position publique courageuse sur les enjeux constitutionnels actuels** en s'opposant à toute initiative politique susceptible de détourner l'attention des véritables priorités nationales. Dans un contexte marqué par la guerre, les déplacements massifs des populations, l'effondrement économique et la crise sécuritaire persistante à l'Est du pays, la priorité des institutions doit demeurer la restauration de la paix, de l'autorité de l'État et de la cohésion nationale, et non l'ouverture de débats politiques de nature à accentuer les tensions et les fractures nationales.
- 2. Exiger du Gouvernement des réponses concrètes et mesurables face à la crise du Sud-Kivu** à travers un contrôle parlementaire sérieux, permanent et indépendant. Les élus doivent obtenir des explications claires sur la gestion de la situation sécuritaire, humanitaire et économique, tout en réclamant un plan d'urgence assorti d'objectifs précis, de délais d'exécution et d'un mécanisme public de suivi afin d'éviter que les souffrances des populations ne continuent d'être banalisées.

3. **Retrouver la noblesse du mandat parlementaire** en redevenant de véritables porte-voix des populations et non de simples relais des intérêts politiques du pouvoir central. Le peuple attend de ses élus du courage, de la proximité avec les réalités vécues, une capacité d'interpellation constante ainsi qu'un engagement ferme contre l'impunité, l'arbitraire et l'abandon des provinces meurtries par la guerre.
4. **Faire toute la lumière sur la gestion des ressources destinées au Sud-Kivu depuis le début de la crise** en initiant un exercice transparent de reddition des comptes sur les fonds publics, aides humanitaires et appuis exceptionnels mobilisés en faveur de la province. Dans un contexte de grande détresse sociale, la transparence ne doit pas être perçue comme une faveur, mais comme une obligation morale, institutionnelle et républicaine envers les citoyens.

La patience du peuple n'est pas infinie et sa résilience n'est pas de l'asservissement. L'heure de la redevabilité approche pour tous ces élus qui ont préféré la quiétude des bureaux climatisés à l'âpreté du combat pour la dignité populaire. Le peuple se souvient. Le peuple documente. Le peuple jugera.

Le Sud-Kivu ne se monnaie pas.  
Le Sud-Kivu ne se bâillonne pas.  
Le Sud-Kivu se dresse.

Sud-Kivu, le 25 mai 2026

LUCHA  
FILIMBI  
FRONT CITOYEN  
URGENCES PANAFRICANISTES  
GENERATION Z RDC  
PARLEMENT DE LA RUE  
MILITANTS DE LA DEMOCRATIE  
LA VOIX DE CHEBEYA DH  
EKOKI  
NON VIOLENCE ACADEMIA  
LES DEBOUTISTES  
LA LUTTA